

# POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

## Christine Mba Ndutume reçoit le soutien d'Ossouka Raponda

**LA** maire de Libreville a échangé récemment, à la Primature, avec la Première ministre. Occasion également pour la cheffe du gouvernement de féliciter son hôte et lui prodiguer des conseils. Elle qui a été la première femme à diriger l'Hôtel de Ville de Libreville.

ONDOUBA'NTSIBAH  
Libreville/Gabon

**Q**UELQUES jours après son installation comme maire de Libreville, Christine Mba Ndutume épouse Mihindou a été reçue à la Primature par la cheffe du gouvernement, Rose Christiane Ossouka Raponda, par ailleurs première femme à avoir présidé le Conseil municipal de la capitale gabonaise.

Au cours de leur entretien, la Première ministre a témoigné à son hôte, son "entier soutien" dans l'exercice de son mandat à la tête de Libreville. Non sans la féliciter et lui prodiguer quelques conseils tirés de son expérience à la même fonction de 2014 à 2019. "Je suis très heureuse de voir une femme accéder pour la seconde fois à cette prestigieuse fonction", écrit Rose Christiane Ossouka Raponda sur sa page Facebook. Et d'ajouter : "C'est le résultat du volontarisme du président Ali Bongo Ondimba qui, en 2015, a déclaré la décennie de la femme. Le Gabon



**La nouvelle maire de Libreville, Christine Mba Ndutume, a reçu des conseils de la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda.**

en récolte aujourd'hui les fruits, se classant parmi les pays les plus exemplaires en Afrique en matière de présence des femmes dans la vie publique".

Il faut rappeler que Christine Mba Ndutume épouse Mihindou a été élue maire de Libreville lors de la session extraordinaire du Conseil municipal du 14 juillet courant. Des assises qui faisaient suite à la démission, un mois plus tôt, de son prédécesseur Eugène Mba. Au cours de ce scrutin, candidate du Parti démocratique gabonais (PDG), elle avait obtenu 117 voix sur 145 votants. Installé le 16 juillet dernier, le nouvel édile de la première ville du Gabon avait plaidé, dans son discours de circonstance, en faveur de "synergies novatrices et innovantes", gage selon elle de succès pour une capitale qui a besoin de "solutions courageuses, à la hauteur des défis qui sont les siens". Surtout pour un Hôtel de Ville qui doit recouvrer ses "lettres de noblesse".

mocratique gabonais (PDG), elle avait obtenu 117 voix sur 145 votants.

Installé le 16 juillet dernier, le nouvel édile de la première ville du Gabon avait plaidé, dans son discours de circonstance, en faveur de "synergies novatrices et innovantes", gage selon elle de succès pour une capitale qui a besoin de "solutions courageuses, à la hauteur des défis qui sont les siens". Surtout pour un Hôtel de Ville qui doit recouvrer ses "lettres de noblesse".

## "Paix des braves" : un processus à pas de tortue...

Yannick Franz IGOHO  
Libreville/Gabon

**V**u de l'extérieur, la "Paix des braves", ce concept agité par Guy Christian Mavioga, le secrétaire exécutif du Bloc démocratique chrétien (BDC), semble piétiner.

À en croire l'initiateur dudit projet, la commission chargée de réfléchir sur les modalités pratiques a déjà rendu ses conclusions. À retenir que le dialogue relatif à la paix des braves, s'il se tient, aura lieu au sein du Conseil national de la démocratie (CND) à la faveur d'une session extraordinaire. À noter également que les partis, tous bords confondus, membres du CND, les représentants de la société civile et les autres forces vives de la Nation doivent participer à cette grand-messe à venir. D'après la tête de file du BDC, le rapport de la commission préparatoire se trouve actuellement sur le bureau du gouvernement. Lequel gouvernement doit se pencher sur le dossier en dégageant d'une part les espèces sonnantes et trébuchantes et, d'autre part,

arrêter un chronogramme. Petit bémol, cette grand-messe ne semble pas faire partie des priorités de l'équipe Rose Christiane Ossouka Raponda.

Certainement que les tensions de trésorerie, mais surtout la relance de l'économie, plombée entre autres par les affres du Covid-19, ne militent pas forcément en faveur de ce dialogue en gestation. Encore que cela relève de la supputation. En effet, pour l'heure, du côté du gouvernement, la paix des braves semble relever du tabou.

Contrairement à son initiateur qui est d'avis que : "le chef de l'État est favorable à la paix des braves ; en atteste son discours prononcé lors du dernier Congrès du Parlement", beaucoup d'observateurs estiment que le projet est "mort-né". Sinon comment comprendre l'omerta observable ? Les lenteurs et lourdeurs enregistrées ne constituent-elles pas un refus "diplomatique" des tenants de la bourse ? Le gouvernement, peut prompt à réagir aux interpellations du CND, serait-il dos au mur avec le dossier relatif à la paix des braves ?



**Si la paix des braves se tient, elle se déroulera lors d'une session extraordinaire du CND, comme ici lors de la clôture de la première session ordinaire.**

## Miroir du gouvernement

### Que les sanctions tombent !

L'IMAGE a fait le buzz sur les réseaux sociaux la semaine dernière, à la veille du démarrage des épreuves écrites du baccalauréat. On y voyait des candidats du lycée Obame-Ndong de Medouneu, entassés comme du bétail à l'arrière d'un pick-up, au mépris des règles élémentaires de sécurité, se rendre vers leur centre d'examen à Oyem, situé à plus d'une soixantaine de kilomètres de leur lieu habituel de résidence.

De fait, l'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la persistance, d'une année sur une autre, de cette pratique qui met en danger la vie de nombreux apprenants. Surtout que dans l'arrière-pays, les routes sont loin d'être des billards. L'émoi est d'autant plus grand que l'image vue sur les réseaux sociaux, en plus d'être choquante et insoutenable, a ravivé, dans l'inconscient collectif, un

mauvais souvenir : l'accident de la circulation survenu, en juillet 2018, sur l'axe Ndjolé-Lambaréné. Un véhicule transportant les candidats au Bac, se rendant dans le chef-lieu du département de l'Abanga-Bigné, après le déroulement des épreuves, s'était, en effet, renversé. On n'avait, fort heureusement, enregistré que des blessés. C'est à croire que l'on n'a véritablement pas tiré les leçons de cet incident. Sauf à penser que certains esprits retors, vicieux et pervers réaliseraient un profit et éprouveraient un malin plaisir à voir des candidats au Bac logés à si mauvaise enseigne. Déjà, certaines langues commencent à se délier. À ce qu'il semble, des dispositions auraient été prises par le Minéduc. Des fonds auraient été alloués aux chefs de certains établissements publics secondaires, afin qu'ils s'assurent du transport de leurs candidats en

toute sécurité et sûreté.

Si tout ceci était avéré, les sanctions devraient s'abattre avec la plus grande des fermetés. Car, il est absolument inadmissible que des éducateurs puissent mettre en danger la vie des apprenants dont ils ont la charge, en voulant se faire quelques sous. Ne pas agir, reviendrait à ramer à contre-courant de la volonté exprimée par les plus hautes autorités de la République d'enrayer un certain nombre de pratiques et comportements, qui n'ont que trop altéré le développement de notre pays. Il ne saurait en être question. La vie des candidats et la réputation de notre système éducatif en dépendent aussi.

J. KOMBILE MOUSSAVOU